

## COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2015/31583]

**3 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté 2015/887 du collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2009/758 du collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> avril 2010 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège,

VU

le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995 portant assentiment de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes Moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes Moyennes et les petites et moyennes entreprises conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, modifié par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 juillet 2003 portant assentiment à l'avenant audit accord de coopération;

VU

le décret de la Commission communautaire française du 17 juillet 2003 relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles;

VU

l'arrêté 2009/758 du 1<sup>er</sup> avril 2010 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

VU

l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet;

VU

l'avis 57.918/2/V du Conseil d'État donné le 27 juillet 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

VU

l'avis du « Service de Formation PME » donné le 17 juillet 2015;

VU

l'accord du Membre du Collège chargé du Budget,

CONSIDÉRANT

la nécessité de soutenir le développement des PME bruxelloises, lesquelles ont beaucoup de difficultés à comprendre ce système : alors qu'elles vont prendre du temps pour former l'auditeur chef d'entreprise et que par ailleurs elles vont lui verser des indemnités durant toute la durée de sa formation, elles doivent en outre s'acquitter de frais de constitution de dossiers dès avant l'entrée dans le dispositif pour obtenir le droit de former un futur chef d'entreprise. La suppression de tels frais devrait rendre la formation en alternance plus attractive pour les PME et leur contribution financière plus cohérente. En ce sens, cette mesure soutiendra le développement et la croissance organique des PME;

CONSIDÉRANT

la nécessité de soutenir le développement du dispositif de formation en alternance de la formation PME, les frais de constitution de dossiers constituant un véritable frein au développement de l'alternance du dispositif PME. Nombre d'employeurs ne veulent pas payer lesdits frais et préfèrent dès lors ne pas s'engager dans l'alternance de la formation PME ou se tourner vers un autre opérateur de formation. En effet, aucun frais de constitution de dossiers n'est exigé dans le cadre des dispositifs tels que les Centres d'Éducation et de Formation en Alternance, la Formation Professionnelle Individuelle ou dans le cadre du Stage de transition (STE);

CONSIDÉRANT

la nécessité de soutenir le processus de simplification administrative. La gestion des frais de constitution de dossiers est extrêmement compliquée administrativement pour le Service de formation PME, comme pour les entreprises. Les délégués à la tutelle, agents du SFPME en charge du suivi et de l'encadrement des auditeurs chefs d'entreprises en formation dans l'entreprise, doivent, outre leurs missions, jouer un rôle de percepteur de fonds et de récupérateur de créance auprès des PME qui refusent de payer lesdits frais. Nombre de courriers et autres mises en demeure sont adressés aux entreprises qui n'ont pas payé;

CONSIDÉRANT

la nécessité de clarifier le rôle du délégué à la tutelle. Outre la charge administrative pour le Service, cette situation génère de grosses difficultés de positionnement pour les délégués à la tutelle, car leur mission principale est de veiller à la qualité de la formation des jeunes. En ce sens, les difficultés naissant à l'occasion de la perception de ces frais sont de nature à perturber le processus de formation des auditeurs au sein de l'entreprise. Certaines entreprises ont été tentées de faire payer ces frais aux apprenants eux-mêmes, ce qui a amené les délégués à la tutelle et le Service à gestion séparée à devoir intervenir et multiplier les contrôles sur ce plan;

CONSIDÉRANT

la nécessité de réinstaurer une équité régionale. Le dispositif de formation PME a été régionalisé en 2003. L'IFAPME a été créé en Région wallonne et le SFPME en Région Bruxelloise. L'IFAPME a, de son côté, supprimé les frais de constitution de dossiers depuis 2008 pour les apprentis comme pour les auditeurs chefs d'entreprise. Le dispositif de formation PME bruxellois a quant à lui conservé cette forme de financement héritée du passé pour les seuls chefs d'entreprises. Les entreprises bruxelloises sont donc pénalisées par rapport aux entreprises wallonnes. Les dispositifs wallon et bruxellois étant liés par des mobilités d'apprenants et des législations communes, cela crée des distorsions d'autant plus incompréhensibles;

CONSIDÉRANT

la nécessité d'assurer l'équité entre les dispositifs. Les frais de dossiers relatifs à la conclusion d'un contrat d'apprentissage (75 euros) ont quant à eux été de fait supprimés à Bruxelles en 2009 par le Collège qui n'a plus repris que les frais de dossiers relatifs aux conventions de stages pour chefs d'entreprise dans son Arrêté 2009/758 du 1<sup>er</sup> avril 2010 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

## CONSIDÉRANT

la nécessité de supprimer des difficultés de gestion budgétaire. Actuellement, les budgets annuels sont confectionnés en intégrant le financement alternatif comme recette à 100%. Or l'expérience démontre qu'un peu moins de 70% de ces recettes sont effectivement perçues et ce malgré de nombreux rappels et mises en demeure. Une partie de ces frais n'ont en effet pas été perçus dans les années antérieures ce qui a d'ailleurs amené l'administration à demander au Collège de décider de la mise en œuvre de procédure d' « annulation de droits constatés ».

## CONSIDÉRANT

la nécessité d'effectuer cette suppression dès septembre puisque c'est à ce moment de l'année que la majorité des formations débutent et donc que les frais de dossiers sont demandés. Par ailleurs, la mise en place du contrat d'alternance commun aux CEFA, à l'IFAPME et au SFPME constitue tout un chantier qui mobilisera le Service et ses délégués à la tutelle : cet allègement de sa charge administrative lui permettra de dégager le temps nécessaire à sa mise en place.

## CONSIDÉRANT

que la suppression des frais de constitution de dossiers, au regard de ce qui précède, serait un véritable signe positif en faveur des PME bruxelloises et du dispositif de formation PME et de ses usagers;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** Le Chapitre VI - Des frais de constitution de dossiers -, ainsi que l'article 23, de l'arrêté 2009/758 du 1<sup>er</sup> avril 2010 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises sont abrogés.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

**Art. 4.** Le Membre du Collège, compétent pour la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 septembre 2015.

Par le Collège,

Didier GOSUIN  
Membre du Collège  
chargé de la Formation professionnelle

Fadila LAANAN  
Présidente du Collège

## VERTALING

## COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2015/31583]

**3 SEPTEMBER 2015. — Besluit 2015/887 van het college van de Franse gemeenschapscommissie houdende wijziging het besluit 2009/758 van het college van de Franse gemeenschapscommissie van 1 april 2010 betreffende de subsidiëring van de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen**

Het College,

GELET OP

het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en betreffende de voorgedij van het Instituut voor de voortgezette Opleiding voor de Middenstand en de KMO's gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, gewijzigd door het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 2003 houdende instemming met het aanhangsel van dit samenwerkingsakkoord;

GELET OP

het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 2003 betreffende het oprichten van een dienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel;

GELET OP

het besluit 2009/758 van 1 april 2010 betreffende de subsidiëring van de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

GELET OP

het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli;

GELET OP

het advies 57.918/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

GELET OP

het advies van de "Dienst Vorming KMO's" gegeven op 17 juli 2015;

GELET OP

het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting,

## OVERWEGENDE

de noodzaak de ontwikkeling te ondersteunen van de Brusselse KMO's, die het erg moeilijk hebben om dit systeem te begrijpen: terwijl zij de tijd nemen om een leerling-bedrijfsleider te vormen en hem tijdens de volledige duur van de opleiding te vergoeden, moeten ze bovendien, nog voor ze instappen in het systeem, de kosten voor het samenstellen van een dossier betalen om het recht te verkrijgen een toekomstige bedrijfsleider op te leiden. Het afschaffen van dergelijke kosten zou het alterneren leren aantrekkelijker en de financiële bijdrage coherenter moeten maken voor de KMO's. Deze maatregel zal de ontwikkeling en de organische groei van de KMO's aldus ondersteunen;

## OVERWEGENDE

de noodzaak de ontwikkeling van het stelsel van alternerend leren voor de KMO's te ondersteunen, aangezien de kosten voor het samenstellen van een dossier de ontwikkeling van het alternerend leren voor de KMO's afremmen. Tal van werkgevers willen deze kosten niet betalen en verkiezen daarom niet in het systeem van alternerend leren te stappen of richten zich tot een andere opleidingsverstrekker. Er worden immers geen kosten voor het samenstellen van een dossier aangerekend bij de Centres d'Education et de Formation en Alternance (CEFA – opleidingscentra voor alternerend leren), de individuele beroepsopleiding en in het kader van de instapstage in de onderneming;

## OVERWEGENDE

de noodzaak het proces van administratieve vereenvoudiging te ondersteunen. Het beheer van de kosten voor het samenstellen van een dossier is administratief gezien uiterst ingewikkeld voor de Dienst Vorming KMO's, alsook voor de ondernemingen. De afgevaardigden voor het toezicht, personeelsleden van de SFPME verantwoordelijk voor de opvolging en de omkadering van de kandidaat-bedrijfsleiders in opleiding in de onderneming, moeten, naast hun opdrachten, ook geld innen en schulden invorderen bij de KMO's die weigeren deze kosten te betalen. De ondernemingen die niet betaald hebben zullen briefwisseling en andere ingebrekestellingen ontvangen.

## OVERWEGENDE

De noodzaak om de rol van afgevaardigde voor het toezicht te verduidelijken. Naast de administratieve last voor de Dienst, maakt deze situatie het behoorlijk moeilijk voor de afgevaardigden voor het toezicht om zich te positioneren, aangezien hun voornaamste opdracht erin bestaat te waken over de kwaliteit van de opleiding van de jongeren. In deze zin zijn de moeilijkheden die ontstaan tijdens de invordering van deze kosten van dergelijke aard dat ze het opleidingsproces van de leerlingen binnen de onderneming verstoren. Bepaalde ondernemingen hadden de neiging de leerlingen deze kosten zelf te laten betalen, wat ertoe geleid heeft dat de afgevaardigden voor het toezicht en de Dienst met afzonderlijk beheer moesten tussenkomen en hun controles op dit vlak moesten opdrijven.

## OVERWEGENDE

De noodzaak om opnieuw een regionaal evenwicht in te voeren. Het KMO-opleidingssysteem werd geregionaliseerd in 2003. Het IFAPME werd opgericht in het Waalse Gewest en de SFPME in het Brusselse Gewest. Het IFAPME heeft, van zijn kant, de kosten voor het samenstellen van een dossier sedert 2008 afgeschaft voor de leerlingen en voor de kandidaat-bedrijfsleiders. Het Brussels KMO-opleidingssysteem heeft dan weer deze vorm van financiering uit het verleden behouden enkel voor de bedrijfsleiders. De Brusselse ondernemingen worden bijgevolg gestraft ten opzichte van de Waalse ondernemingen. De Waalse en Brusselse systemen zijn verbonden via de mobiliteit van de leerlingen en gezamenlijke wetgevingen, waardoor er nog meer onduidelijkheid en verwarring optreedt.

## OVERWEGENDE

De noodzaak om gelijkheid te waarborgen tussen de systemen. De dossierkosten voor het afsluiten van een leerovereenkomst (75 euro) werden in 2009 de facto afgeschaft in Brussel door het College dat enkel nog de dossierkosten overgenomen heeft met betrekking tot stageovereenkomsten voor bedrijfsleiders in zijn Besluit 2009/758 van 1 april 2010 betreffende de subsidiëring van de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

## OVERWEGENDE

de noodzaak moeilijkheden omtrent het budgettaire beheer weg te werken. Momenteel worden de jaarbudgetten opgesteld door er de alternatieve financiering voor 100% als ontvangsten in op te nemen. De ervaring leert echter dat iets minder dan 70% van die ontvangsten effectief ontvangen worden, ondanks talrijke herinneringen en ingebrekestellingen. Een deel van die kosten werden de voorgaande jaren niet ontvangen, wat er overigens toe geleid heeft dat de administratie het College gevraagd heeft een procedure in te stellen ter "annulering van vastgestelde rechten".

## OVERWEGENDE

de noodzaak die afschaffing vanaf september door te voeren, omdat op dat ogenblik van het jaar de meeste opleidingen starten en dus de dossierkosten worden aangerekend. Bovendien vormt de invoering van een gemeenschappelijke overeenkomst voor alternerend leren bij de CEFA, het IFAPME en de SFPME een groot werk waarbij de Dienst en zijn afgevaardigden voor het toezicht zullen worden betrokken: dankzij deze vermindering van de administratieve last zal de nodige tijd kunnen worden vrijgemaakt voor de invoering van deze overeenkomst.

## OVERWEGENDE

dat de afschaffing van de kosten voor het samenstellen van een dossier, in het licht van wat hierboven uiteengezet werd, echt een positief teken zou zijn voor de Brusselse KMO's en het KMO-opleidingssysteem en zijn gebruikers;

Op voorstel van het Lid van het College belast voor Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

**Art. 2.** HOOFDSTUK VI — over de kosten voor het samenstellen van een dossier – alsook artikel 23 van het besluit 2009/758 van 1 april 2010 betreffende de subsidiëring van de erkende centra voor permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen worden geschrapt.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

**Art. 4.** Het Lid van het College, bevoegd voor Beroepsopleiding, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 september 2015.

Door het College,

Didier GOSUIN  
Lid van het College  
bevoegd voor Beroepsopleiding

Fadila LAANAN  
Voorzitter van het College